Quand ce conseil des normes sera établi, une de ses tâches sera-t-elle de créer un organisme chargé de faire régner l'équité dans le commerce international? Y aura-t-il un organisme chargé de veiller à ce que le Canada soit en mesure de mettre au point des normes comparables à celles des autres pays? Depuis assez longtemps je prétends, et d'après le nombre de bills qui figurent au *Feuilleton* nombre d'autres députés le prétendent aussi, que le Canada devrait adopter le système décimal sous toutes ses formes. Bien que certains pays n'aient pas adopté le système décimal monétaire, la plupart d'entre eux ont adopté le système métrique des poids et mesures. Cela crée des difficultés dans le commerce international. En raison du système monétaire mondial, nous sommes avantagés par rapport aux pays qui ont adopté le système métrique. Cela crée beaucoup de confusion. Je pense aux normes de l'hémisphère occidental relatives aux automobiles fabriquées ici, et des automobiles importées de France, de Grande-Bretagne et des autres pays d'Europe, notamment d'Italie, d'Allemagne, et des pays d'autres continents.

Si nous comptons créer un conseil des normes, le ministre devrait préciser le rôle du gouvernement à cet égard. Il y aura certainement un peu de désorganisation, peu importe le moment où nous déciderons d'effectuer le changement. Toutefois, à l'heure où plusieurs pays éprouvent de graves difficultés monétaires, le moment semble plus indiqué que jamais pour adopter un système décimal complet et intégré. Si nous devons constituer un conseil des normes qui s'intéresse au commerce et au développement de nos industries, il faudrait envisager de nous aligner sur un système de mesures. Le Canada devrait alors se convertir à un système donné au lieu d'attendre la création d'un système plus conforme à nos intérêts.

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, je crois que le député de Timiskaming et le député de Trois-Rivières partagent la même préoccupation. Le député de Trois-Rivières m'a plus d'une fois écrit à ce sujet précisément. Lorsque nous serons saisis à nouveau de la question, j'expliquerai la relation qui existe entre le conseil envisagé et le système métrique. Une des attributions de ce conseil sera, je l'espère au moins, d'étudier et de proposer des méthodes pour instaurer ce système au Canada. Mon honorable ami sait que nous avons les États-Unis pour voisins, et que même si une forte proportion des échanges internationaux se font dans le système

métrique, les États-Unis représentent un consommateur important pour nous, et ce pays n'a pas encore changé son système.

Je m'excuse d'avoir mal renseigné le député de Wellington. Le montant de \$50,000 est une subvention annuelle à l'Association nationale de standardisation. J'aurais probablement dû vérifier au préalable, mais j'apprends maintenant que la subvention de \$80,000 au Conseil national de standardisation est destiné à cet organisme lorsqu'il sera institué. Je regrette vivement d'avoir donné un mauvais renseignement.

M. Gilbert: Je désire attirer l'attention du ministre sur les subventions aux fabricants du Canada qui sollicitent des emprunts garantis par le gouvernement en vertu du programme agricole d'aide à la réadaptation en rapport avec les accords de la négociation Kennedy. Je note que le montant est de \$650,000. Je ne compte pas que le ministre obtienne des détails ce soir, mais je voudrais connaître les circonstances relatives aux subventions plus importantes à des sociétés particulières. Je songe aux subventions du gouvernement à ces entreprises durant la période de transition consécutive aux accords de la négociation Kennedy. Elles semblent continuer à bénéficier d'une demande de la Chambre de commerce au détriment des employés de ces entreprises. Je voudrais connaître les résultats d'une étude entreprise sur ces subventions aux fabricants durant la période de transition. Le ministre pourrait peut-être nous donner une idée des sommes reçues par ces entreprises à la suite des accords. J'ai cru entendre le secrétaire parlementaire du ministre des Finances dire, quand il a présenté ces prévisions, que les fabricants n'avaient pas utilisé ces subventions. J'ai dû mal comprendre. Je saurais gré au ministre de me fournir des renseignements sur certaines de ces importantes subventions. Un autre soir conviendra. Peut-être même pourra-t-il le faire par écrit?

M. Skoberg: Monsieur le président, en exposant le crédit n° 3, subventions à des associations industrielles de recherche, le ministre a parlé de machines agricoles. Sinon, je m'excuse. Peut-être ai-je mal saisi parce que je comprends mal le français.

L'hon. M. Pepin: J'ai parlé, au début, de machines automobiles.

M. Skoberg: J'ai cru entendre le ministre parler d'autres machines également, en particulier de machines agricoles.